

Séance ordinaire du lundi 14 juin 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze juin, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents :

Luc ALBERNHE, Mickaël DIORE, Stéphanie JANNIN.

Modifications du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I. Correction d'une erreur matérielle

Il est demandé au Conseil Municipal de corriger la délibération n°V2021-136 en date du 12 avril 2021 qui présente une erreur matérielle concernant la demande d'évolution des 14 postes de la filière animation. Il convient d'abroger les demandes de créations et de suppressions telles que prévues afin de pouvoir se conformer à l'avis du Comité Technique en date du 1^{er} avril 2021.

II. Créations de postes qui découlent de la nouvelle organisation

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

III. Créations de postes issues du recensement des besoins.

1. Créations de postes qui relèvent de projets engagés et liés à la nouvelle mandature

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

2. *Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes*

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

3. *Créations de postes permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires*

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

IV. Créations et suppressions de postes permanents issues du fonctionnement des services

1. Créations de postes permanents

Filière administrative :

Adjoint administratif : la création d'un poste à temps complet

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet

Rédacteur : la création de deux postes à temps complet

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet :

Attaché : la création d'un poste à temps complet

Attaché principal : la création d'un poste à temps complet

Filière animation :

Adjoint d'animation : la création de onze postes à temps non complet à raison de :

- 27 heures 36 minutes hebdomadaires
- 23 heures 34 minutes hebdomadaires
- 10 heures 46 minutes hebdomadaires
- 20 heures 52 minutes hebdomadaires
- 21 heures 33 minutes hebdomadaires
- 21 heures 33 minutes hebdomadaires
- 4 heures 03 minutes hebdomadaires
- 30 heures 58 minutes hebdomadaires
- 5 heures 15 minutes hebdomadaires
- 13 heures 28 minutes hebdomadaires
- 7 heures 24 minutes hebdomadaires

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la création de deux postes à temps non complet à raison de :

- 21 heures 33 minutes hebdomadaires
- 30 heures 18 minutes hebdomadaires

Filière Technique :

- Adjoint technique : la création de cinq postes à temps complet
- Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la création de deux postes à temps complet
- Adjoint technique principal de 1^{ère} classe : la création d'un poste à temps complet
- Technicien : la création d'un poste à temps complet
- Technicien principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet
- Ingénieur principal : la création d'un poste à temps complet

Filière médico-sociale - Sous filière sociale :

- ATSEM principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet

Filière médico-sociale – Sous filière médico-sociale :

- Auxiliaire de puériculture principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet
- Infirmier en soins généraux de classe normale : la création d'un poste à temps complet
- Puéricultrice de classe normale : la création de deux postes à temps complet
- Puéricultrice hors classe : la création d'un poste à temps complet

Filière police municipale :

- Gardien-brigadier de police municipale : la création d'un poste à temps complet
- Directeur de police municipale : la création d'un poste à temps complet

2. Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 1^{er} avril 2021.

Filière animation :

Adjoint d'animation : la suppression de onze postes à temps non complet à raison de :

- 11 heures 09 minutes hebdomadaires
- 15 heures 28 minutes hebdomadaires
- 17 heures 30 minutes hebdomadaires
- 18 heures 19 minutes hebdomadaires
- 19 heures 14 minutes hebdomadaires
- 18 heures 50 minutes hebdomadaires
- 2 heures 01 minutes hebdomadaires
- 25 heures 30 minutes hebdomadaires
- 3 heures 05 minutes hebdomadaires
- 9 heures 25 minutes hebdomadaires
- 9 heures 25 minutes hebdomadaires

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la suppression de deux postes à temps non complet à raison de :

- 21 heures 15 minutes hebdomadaires
- 24 heures 12 minutes hebdomadaires

Filière administrative :

- Attaché : la suppression d'un poste à temps complet

V. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir que l'un des postes créés au tableau des effectifs au grade de puéricultrice de classe normale pourra être pourvu dans ces conditions. Ce poste sera affecté à la Direction de l'enfance:

- Nature des fonctions : **Directeur de crèche.**
- Niveau de recrutement : diplôme d'état de puéricultrice.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2014-925 du 18 août 2014 portant échelonnement indiciaire applicable aux puéricultrices territoriales régies par le décret n° 2014-923 du 18 août 2014.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la direction d'un établissement d'accueil du jeune enfant.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir qu'un poste existant au tableau des effectifs au grade d'éducateur de jeunes enfants pourra être pourvu dans ces conditions. Ce poste sera affecté à la Direction de l'enfance:

- Nature des fonctions : **Directeur adjoint de halte-garderie.**
- Niveau de recrutement : diplôme d'état d'éducateur de jeunes enfants.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2017-905 du 9 mai 2017 portant échelonnement indiciaire applicable aux éducateurs territoriaux de jeunes enfants.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la direction adjointe d'un établissement d'accueil du jeune enfant.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir qu'un poste existant au tableau des effectifs au grade de masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes de classe normale pourra être pourvu dans ces conditions. Ce poste sera affecté à la Direction de l'enfance:

- Nature des fonctions : **Psychomotricien.**
- Niveau de recrutement : diplôme de psychomotricien.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret n° 2020-1177 du 25 septembre 2020 portant échelonnement indiciaire applicable aux masseurs-kinésithérapeutes, psychomotriciens et orthophonistes territoriaux de la catégorie A.
- Motif : compte tenu de la nécessité de réaliser des bilans de développement psychomoteur, dans une triple fonction de prévention, de rééducation et de thérapie au sein des structures de la Direction de l'enfance.

Il est demandé au Conseil Municipal de prévoir que trois postes existants au tableau des effectifs au grade d'ingénieur pourront être pourvus dans ces conditions. Ces postes seront affectés à la Direction des Systèmes de l'information :

- Nature des fonctions : **Chef de projet informatique.**
- Niveau de recrutement : diplôme d'ingénieur.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du Décret 2017-311 du 9 mars 2017 modifiant le décret 2016-203 du 16 février 2016 portant échelonnement indiciaire applicable aux ingénieurs territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer la mise en œuvre et le suivi des projets stratégiques confiés à la Direction.

VI. Créations de postes non permanents issues du fonctionnement des services

Il est proposé de créer trois postes non permanents conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique.

Pour le premier, il s'agit d'un poste de catégorie B de la filière technique (technicien), au sein de la Mission Grand Cœur, afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit.

Il s'agit de contribuer à la mise en œuvre de la politique de valorisation du centre-ville en participant à l'instruction des demandes d'autorisation sur façades de secteur sauvegardé et autres sites patrimoniaux remarquables.

L'agent devra justifier d'un niveau d'étude supérieur dans le domaine de l'architecture, de l'aménagement du territoire ou de l'urbanisme.

L'agent assurera à temps complet les fonctions de technicien en charge de l'intégration des réseaux dans les espaces protégés du cœur de Ville.

Pour le second, il s'agit d'un poste de catégorie A de la filière administrative (attaché), au sein de la Direction de la sécurité et de la tranquillité publique, afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit.

Il s'agit de participer à la mise en œuvre de la politique de résorption des bidonvilles sur le territoire de la ville en encadrant et coordonnant les actions des partenaires impliqués.

L'agent devra justifier d'un master santé publique, gestion des politiques publiques ou sociologie

L'agent assurera à temps complet les fonctions de coordonnateur des actions de résorption des bidonvilles.

Enfin, pour le troisième, il s'agit d'un poste de catégorie A de la filière administrative (attaché), au sein de la Direction de la politique alimentaire, afin de mener à bien le projet d'optimisation de la production alimentaire. L'agent devra justifier d'un master spécialisé dans l'innovations et politiques pour une alimentation durable, ou assimilé.

L'agent assurera à temps complet les fonctions de chargé de mission appui au projet d'optimisation de la production alimentaire.

Les contrats prendront fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Les contrats seront renouvelables par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'abroger la partie de la délibération n°V2021-136 en date du 12 avril 2021 en ce qu'elle crée et supprime les 14 postes de la filière d'animation ;
- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les dépenses seront inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;

- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24 juin 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 juin 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1 Créations de postes qui découlent de la nouvelle organisation.pdf
- Annexe 2 Créations de postes qui relèvent de projets engagés et liés à la nouvelle mandature.pdf
- Annexe 3 Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes.pdf
- Annexe 4 Créations de postes permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210614-161220-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/06/21
Réception en Préfecture : 24/06/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.